

## **Action politique et créativité au service de la jeunesse invisible : ni en emploi, ni en formation, ni en accompagnement**

Claire Bernot-Caboche

*Laboratoire ECP - Université Lumière Lyon 2*

---

### **Résumé**

Les interactions entre science et société sont nombreuses. Elles sont régies par des codes et doivent être maîtrisées pour faciliter le progrès et ne pas devenir les instruments d'une forme insidieuse de « totalitarisme ». Ce texte tente d'aborder le sujet par l'expérimentation. Devant le nombre des jeunes dits « invisibles » restant toujours important malgré les politiques « jeunesse » émergentes – leur efficacité ne sera visible qu'au terme d'une mise en œuvre globale – il est urgent de trouver des solutions favorisant l'insertion durable des jeunes dans la société. La maîtrise de l'information est l'un des éléments permettant leur prise d'autonomie. Alors quand le CIDJ est confronté à de grosses difficultés, l'action syndicale et politique s'allie à la recherche pour se mettre au service de la jeunesse et proposer des pistes.

**Mots clés : jeunesse, éducation, information, syndicat, créativité, politiques**

**Abstract : Political action and creativity into the service of invisible youth – neither in employment, neither in formation, nor in accompaniment**

The interactions between science and society are numerous. They are controlled by codes and must be controlled to facilitate progress and not to become the instruments of the « dictatorship ». This text tackles the subject by the experimentation. Facing the always more important number of the « invisible » young people in spite of the emergent « youth » policies – whose effectiveness will be visible only at the end of its total implementation – it is a matter of urgency to find solutions to facilitate the durable insertion of young people in society. Control of information is one of the elements allowing their catch of autonomy. Then when the CIDJ is confronted with large difficulties, the trade union and political action is combined with research to be the service of youth and to propose tracks.

**Key words : youth, education, information, trade union, creativity, policies**

---

Pour citer cet article :

Bernot-Caboche C. (2013). Action politique et créativité au service de la jeunesse invisible : ni en emploi, ni en formation, ni en accompagnement. *Inter Pares*, 3, 23-31. Récupéré du site de la revue : [http://recherche.univ-lyon2.fr/epic/IMG/pdf/Inter\\_Pares\\_3.pdf](http://recherche.univ-lyon2.fr/epic/IMG/pdf/Inter_Pares_3.pdf)

Pour contacter l'auteur : [Claire.Caboche@univ-lyon2.fr](mailto:Claire.Caboche@univ-lyon2.fr) / <http://la.jeunesse.invisible.overblog.com/>

## Action politique et créativité au service de la jeunesse invisible : ni en emploi, ni en formation, ni en accompagnement

Claire Bernot-Caboche

### 1. De la méthode scientifique à la pensée politique

Comment sortir de la dichotomie entre science et non-science qui met en opposition la pensée scientifique (qui est multiple) avec la pensée politique ou médiatique ? Comment croiser les univers pour une construction sociale réussie ? Comment gérer les contradictions ?

En abordant l'interaction entre créativité, recherche et société, entre science et « cité » au sens de la cité grecque souvent confondue avec l'origine de la pensée politique, nous ne pouvons faire l'économie d'une référence à Karl Marx et Frédéric Engels, philosophes et théoriciens politiques, qui furent invités par le Congrès international de la Ligue des communistes, à formuler le vrai programme des socialistes scientifiques (1896)<sup>1</sup>. Le Manifeste produit mit fin à l'utopie communiste.

[Ils proposaient une méthode] :

*Nous essayerons d'extraire les caractères fondamentaux du socialisme scientifique. Grâce à un travail d'analyse dont vous contrôlerez chaque étape, nous espérons parvenir à dégager peu à peu l'essence même du Marxisme, à mettre en relief ses notions caractéristiques, pour en donner une définition adéquate. Veuillez remarquer que nous ne sommes pas au moment de la critique. Notre, but actuel est d'exposer le socialisme scientifique sans le moindre parti pris, en nous entourant de tous les renseignements que fournit l'application consciencieuse de la méthode positive.*

Cependant, cette vision a pu aboutir, dans la première partie du vingtième siècle, à des pratiques extrêmement dangereuses et devenir un prétexte à une

criminalisation politique, cela a été vrai en Russie, en Chine, en Indochine... La science est un outil à disposition des élus et décideurs et doit surtout le rester pour ne pas se laisser instrumentaliser à des fins négatives.

La méthode reviendra au cœur du célèbre débat à Lille (1900) entre les deux hommes politiques, Jean Jaurès, agrégé de philosophie, et Jules Guesde. Ils étaient d'accords sur l'analyse et les objectifs mais proposaient « deux méthodes » de réalisation radicalement différentes, voire opposées.

Avant eux, Charles de Montesquieu, penseur politique, précurseur de la sociologie et philosophe, avait ouvert la voie avec *De l'esprit des lois* (1748). Il créa ainsi la science politique moderne en s'attachant à analyser les comportements humains et l'évolution des régimes politiques.

Toute politique doit partir d'une analyse la plus précise possible de la réalité sociale et de la connaissance approfondie du terrain. C'est en partant de ce travail que l'exercice du pouvoir trouve sa justesse et son efficacité.

Voilà une entrée en matière qui peut nous inviter à favoriser une cohabitation constructive entre femmes et hommes scientifiques et politiques, tout en étant conscient des limites de la science en ce domaine.

### 2. Un sujet d'actualité

Écrire une thèse n'est pas chose aisée, et cela d'une manière générale. Choisir un sujet de société multiplie les embûches, surtout quand vous êtes largement impliquée dans la vie de la cité. Avoir une longue expérience, à la fois cohérente et multiple surajoute de la difficulté. Pourtant cela permet une meilleure maîtrise de ces difficultés, mais oblige à une grande exigence dans l'analyse des contradictions.

Le chercheur en sciences humaines ne peut être neutre quand il engage une recherche sur son terrain de vie, il porte obligatoirement un regard sur la société dans laquelle il vit, alors s'il cumule les regards par l'entrée politique, syndicale, associative, professionnelle ou simplement personnelle, le handicap en matière de recherche scientifique peut être grand car si l'on n'y prend garde, cela peut multiplier les interactions avec le terrain de recherche.

Donc, à la question « Comment se construisent au XXI<sup>e</sup> siècle les politiques, et particulièrement celles

<sup>1</sup> Van Overbergh Cyrille. *Le Socialisme scientifique d'après le Manifeste communiste*. In: *Revue néo-scholastique*. 3<sup>e</sup> année, N°11, 1896. pp. 272-315.

concernant la jeunesse, à savoir les adultes de demain ? », se rajoute celle de « Comment ne pas complexifier sa recherche par ces différents apports et points de vue personnels ? »

Une des réponses pourrait être de dire : les apports multiples ne perturbent pas la recherche mais plutôt l'enrichissent par la connaissance de la matière, et par conséquent, cela fait gagner un temps précieux puisque l'on va directement à l'essentiel.

Mais je tempérerais cette réponse en rajoutant qu'il est indispensable de respecter une méthodologie de recherche rigoureuse que l'on aura construite en regard de cette situation particulière.

### **3. Contextualisation de ma situation de chercheuse**

Mon directeur de thèse, à la fois Professeur des universités en sciences de l'éducation – reconnu notamment pour le principe d'éducabilité –, et à la fois homme politique – Vice-président de la région Rhône-Alpes en responsabilité de la formation professionnelle et Président de la commission jeunesse de l'Association des régions de France (ARF) – m'a permis d'orienter le champ d'investigation de cette recherche sur une catégorie de jeunes dont la globalité de la problématique n'était pas prise en compte par les chercheurs : les « invisibles » ni en emploi, ni en formation, ni en accompagnement ; avec pour objectif de construire un véritable objet politique et, par-delà, penser mon travail de recherche comme d'utilité sociale.

Ma recherche porte donc sur les « invisibles » et le thème de l'article est « Scientifi-cité ». Cet objet pose des mots sur ma situation de chercheuse engagée : mettre en équation la « cité », ses spécificités, ses valeurs, son public, ses pratiques ; en extraire ses réalités, ses nécessités, ses besoins ; construire son avenir par le progrès, avec ses habitants, ses usagers et ses représentants, élus et acteurs de terrain.

En effet, ma « contribution citoyenne » se réalise au travers d'un engagement politique, syndical, associatif et professionnel. Je vis cet engagement également à la maison, puisque je suis mère de deux grands enfants qui sont en passe de prendre leur autonomie avec toutes les difficultés que cela engendre dans la société actuelle.

#### **Cela se traduit cette année :**

- En politique, notamment par l'organisation d'un colloque à l'Assemblée nationale pour réussir les

emplois d'avenir et, l'écriture de deux textes publiés sur la question de la jeunesse et de l'emploi des jeunes. Mais également par la participation aux réunions préparatoires des assises régionales sur le décrochage scolaire.

- Au syndicat, en tant que chargée de mission nationale de L'UNSA auprès de la Commission jeunes, par le décryptage des rapports du CESE, du Conseil Interministériel de la Jeunesse, des nouvelles lois concernant la jeunesse – emplois d'avenir, contrats de génération, stages, garantie jeunes, etc., ainsi que la participation, pour le syndicat, à la mise en place du SPRO (service public régional de l'orientation).

- En association, je défends les droits des femmes au niveau régional comme membre du bureau (sur mandat de mon syndicat) d'une structure associée à la Région francilienne, le Centre Hubertine Auclert, et je travaille sur la prévention spécialisée, l'insertion par l'économique et le logement d'urgence en contribuant à la réécriture du projet associatif d'une association avec l'appui d'un sociologue. Il y a quelques années j'avais déjà utilisé la restructuration pédagogique d'un centre d'insertion par le préapprentissage dont j'étais la présidente, comme thème d'un mémoire de Licence.

- En tant que professionnelle de l'éducation en zone sensible, j'ai presque toujours travaillé avec des publics défavorisés en centre de formation professionnelle, en ZEP, REP... et en atelier relai. Il y a quinze ans, j'ai également été directrice de formation pour les Aides éducateurs en « médiation violence » pour le Rectorat de Versailles et la ligue de l'Enseignement.

- Et puis en tant que mère de famille d'un enfant qui a décroché au lycée, j'ai vécu le désarroi d'un parent devant son enfant, en souffrance, et que le système scolaire avait rejeté.

Tous les jours, dans tous mes temps de vie, que j'ai voulu cohérents, je suis en recherche de solutions pour ces jeunes exclus du système scolaire, de l'emploi, et au final de la République. Je peux donc intituler ma recherche : « Les jeunes « invisibles » – les 16-25, voire 30 ans, sans solution, ni en emploi, ni en formation, ni en accompagnement : de l'émergence d'un problème à la recherche des solutions – Qui sont-ils ? Que fait-on pour eux ? Quelles actions politiques ? »

### **4. Une méthodologie adaptée à la situation**

La question est « Comment enrichir ma thèse par cette multitude de regards sur ma question de recherche ? » La réponse passe par l'élaboration d'une méthodologie rigoureuse qui permet à la fois de recueillir l'essentiel de la connaissance sur le sujet, de conscientiser mon vécu, et de mettre en mots la matière recueillie.

**Dans un premier temps**, dit « qualitatif », pour construire mon sujet et co-construire mes grilles d'entretien, je suis allée à la rencontre des jeunes entrés en « invisibilité », avec toute la difficulté de les trouver sur le terrain. Ensuite j'ai recensé les actions de prévention et de raccrochage de l'ensemble des structures concernées, ainsi que les expérimentations, aussi bien dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle initiale, que des autres structures à destination de la jeunesse. Cela s'est traduit par des entretiens semi directifs avec trois grilles d'entretiens spécifiques construites à partir des premiers entretiens de jeunes invisibles.

En parallèle, j'ai réalisé une revue de littérature qui a balayé l'ensemble des aspects de la recherche, mais avec la difficulté du sujet d'actualité, qu'aucun chercheur n'a traité globalement. Donc j'ai surtout, dans un premier temps, relevé les textes d'actualité dans la presse, participé à de nombreux colloques sur partie du sujet, suivi l'élaboration des rapports et textes de loi, participé à la campagne présidentielle et à l'élaboration de projets politiques, etc. Et là, encore une fois, interaction entre production de matière et exploitation de cette matière pour ma recherche !

**Dans un deuxième temps**, dit « quantitatif », je me propose de construire des statistiques sur les « invisibles », différents des NEET. Ce travail se fait sur deux tempos : régional avec un comparatif Ile-de-France et Rhône-Alpes, puis européen avec un comparatif – Allemagne et Danemark, deux pays obtenant de « bons » résultats sur l'insertion dans l'emploi des jeunes ; Portugal et Italie, deux pays en obtenant de « médiocres » ; la France se situant au milieu, environ au niveau de la moyenne de l'UE.

Pour avoir une idée précise de la réalité de l'offre, j'ai également inventorié toutes les actions et structures travaillant avec les jeunes à l'échelle d'une agglomération de la région francilienne de 150 000 habitants, j'en ai trouvé 741 que j'ai catégorisées selon un « agenda social de la jeunesse » imaginé pour la circonstance, permettant à la fois de « critériser » cette offre suivant l'ensemble des intérêts des jeunes et à la fois, de réaliser un diagnostic de territoire.

Le *corpus* recueilli est complété par une enquête « structurelle » (public, champ d'activité, projet associatif et pédagogique, partenaires...) qui démontre la complexité de l'offre, sa multiplicité, pour des résultats parfois décevants ; et une enquête « financière » qui met en lumière les moyens apportés par les différents niveaux de subventionnement aux structures (CR, CG, Agglo, Commune, Europe et autres). Cela pose des questions, remet en cause des idées établies. Quelle lisibilité et quelle visibilité pour

le public ? Quelle cohérence et quelle articulation de l'offre ? Quelle continuité de service public ? etc.

## 5. Des premiers résultats encourageants

Pour transformer un objet scientifique en objet politique, il est parfois nécessaire de compléter le matériau recueilli par la production de statistiques nouvelles qui pourront servir de catalyseur aux élus et décideurs. Et inversement pour transformer un objet politique en objet scientifique, on ne peut faire l'économie d'un état des lieux précis sur la situation des jeunes en déserrance.

La conceptualisation de mon sujet de thèse a permis d'organiser le matériau recueilli et d'en extraire l'essentiel. Dans notre cadre républicain, l'entrée en invisibilité renvoie à deux orientations opposées auxquelles le politique attribue la responsabilité selon son idéologie dominante : l'échec individuel et l'échec collectif – de toute une société, et donc des politiques menées. L'explication d'Olivier Douville (2010) est intéressante, il propose de « considérer l'errance en tant que tentative de réponse à un désordre intime, écho amplifié d'un désordre social ».

Chercher des solutions et penser les politiques coordonnées de la jeunesse passe d'abord par la compréhension des « errances » qui peuvent avoir plusieurs origines et se manifester de différentes façons. Cela nécessite de croiser à la fois ce qui est du domaine des grandes dynamiques culturelles, sociétales et sociales, compréhensible avec les outils des sciences sociales (sociologie), et ce qui est du domaine des dynamiques individuelles nécessitant les outils des sciences humaines (psychologie). (François Chobeaux, 2010).

**Une politique de la jeunesse** doit résoudre deux problèmes, prévenir le décrochage et gérer le flux des exclus (le « stock »). Elle s'attachera à retisser du lien entre le jeune et les différentes structures, familles, associations d'éducation populaire, éducation nationale, formation professionnelle, employeurs privé/public, collectivités locales et territoriales, et enfin avec l'Etat ; mais également à co-construire une coordination politique et technique à tous les niveaux, Etat, Région, collectivités locales et territoriale.

En nous recentrant sur le jeune, nous devons partir du postulat que, selon le « principe d'éducabilité » (Philippe Meirieu, 1983), tout jeune est « formable » et peut progresser. La vie le confirme quand l'école s'en donne à la fois les moyens et le temps pour corriger les inégalités familiales, sociales et

territoriales. Si nous l'admettons, que met-on en place pour que « tous » les jeunes réussissent à construire leur vie ?

Penser un parcours d'éducation et de formation sans discrimination, implique un service public pour toutes les voies de la réussite, qu'elle soit générale, technique ou professionnelle, ou qu'elle passe par l'insertion pour les exclus d'aujourd'hui, avec en filigrane l'orientation comme outil d'émancipation et de construction du chemin de vie.

**Cette recherche est arrivée à un stade** où je peux déjà dire que le phénomène est complexe, multiple et collectif, il n'est pas nouveau mais surtout il s'amplifie de manière inquiétante. Ce travail montre la réalité et la véritable image de la souffrance et de l'exclusion. Pourtant le décrochage n'est pas une fatalité, le concept d'éducabilité s'applique à chaque individu. Chaque jeune a le droit de construire son propre chemin de vie et d'acquérir son autonomie, notamment par la formation et, au final par l'emploi. L'accompagnement personnalisé des jeunes est, dans ce contexte, l'une des réponses privilégiée. C'est le rôle de l'Etat et de tous les acteurs de contribuer à leur réussite.

Il faudra sortir de la sentence du journal *Le Monde* « La jeunesse paie le prix fort de la mondialisation, les médias parle de génération perdue. » (02 mars 2013). Ce même journal consacrera un an après une double page (26 mars 2014) à la jeunesse « Frustrée, la jeunesse française rêve d'en découdre – L'enquête *Génération quoi ?*, menée auprès des 18-34ans, dessine le portrait d'une jeunesse éduquée, qui enrage de voir les portes se fermer devant elle ».

**Pour répondre aux questions et dépasser les freins sociétaux**, voici plusieurs solutions qui pourraient transformer la vie des jeunes. Après le débat à l'Assemblée nationale sur la formation professionnelle, il me semble que ces propositions ont d'autant plus de poids et d'intérêt :

1. un **agenda social de la jeunesse** à destination des élus et décideurs, donnant les outils nécessaires à tous les acteurs pour rendre lisible les besoins et les offres s'adressant à un public jeune,

2. un **portail jeunesse unique** à destination des jeunes, répondant à toutes leurs questions, satisfaisant leur besoin d'autonomie en améliorant la lisibilité et permettant à tous les acteurs, sur un plan égalitaire, de présenter leur offre d'accompagnement, de formation, d'emploi, d'information...,

3. une **carte « vitae » de la formation et du parcours professionnel** à destination du citoyen en

formation – ou actif – de la formation initiale à la retraite, permettant d'une part, à chaque individu d'être maître de sa formation, de son orientation, de son parcours professionnel, et de suivre ses droits, et d'autre part, à la société de mieux suivre accompagner et organiser l'insertion des personnes dans l'emploi et le développement de la formation professionnelle sur les territoires,

4. une **plateforme régionale d'offre de stages et de places en entreprise pour l'alternance** à destination des futurs stagiaires ou alternants, des structures de formation et des entreprises accueillantes, facilitant à chaque individu, sur un territoire donné, l'accès au stage et à l'entreprise nécessaire à sa formation sans discrimination.

Ces quatre propositions sont à inscrire dans le « puzzle » de l'action publique, participant à la construction d'une politique globale de la jeunesse pour que toutes les voies empruntées par les jeunes soient celles de la réussite et bénéficient d'un véritable service public. Elles prennent en compte la complexité des problématiques rencontrées, l'utilité d'une offre diversifiée, complémentaire et lisible, et enfin la nécessité de la mise en synergie de tous les acteurs. Elles permettent également l'exercice de l'autonomie dans les choix pour dépasser l'échec actuel hérité des politiques élitistes de la décennie passée, mettant plus de deux millions de jeunes en danger<sup>2</sup>.

C'est un point d'étape indispensable dans ma recherche qui a permis de confronter à la réalité mes premiers résultats et hypothèses de solutions. En effet, ces quatre idées ont émergé début octobre, ont été mise en texte pour être proposées à la région en novembre, puis mise en ligne en décembre sur mon site de recherche. Elles ont fait l'objet d'une part, d'une communication aux ministères concernés et à différents acteurs régionaux et locaux, élus et professionnels, afin de recueillir leur impression ; et d'autre part, d'une rencontre avec le Conseiller Interministériel de la jeunesse nouvellement nommé. J'ai ensuite suivi l'évolution des réactions des acteurs qui ont fait leurs propositions, particulièrement l'agenda social et la carte vitae de la formation professionnelle. Faut-il se sentir dépossédée ou faut-il se sentir affranchie d'avoir contribué à faire avancer la construction politique des solutions ? Face à l'urgence, la deuxième solution me semble plus appropriée.

---

<sup>2</sup> Ces données font l'objet d'un article qui paraîtra en avril 2014 dans une revue professionnelle régionale francilienne et d'une mise en ligne sur mon site de recherche : <http://la.jeunesse.invisible.overblog.com/2013/12/des-solutions-pour-la-jeunesse-invisible-oui-mais-lesquelles.html>

## 6. Une autre situation d'interaction directe entre recherche et société

Une recherche scientifique se construit en plusieurs temps. Le premier temps est consacré à l'observation, le deuxième privilégie le raisonnement sur les phénomènes observés, et puis il y a le troisième temps, celui de l'expérimentation permettant de tirer des enseignements, habituellement réservé aux sciences exactes. Pourtant c'est ce que je propose de faire ici en sciences humaines et sociales.

Aujourd'hui, ma recherche est alimentée tous les jours par mon travail professionnel dans le syndicat. Je suis considérée à l'UNSA comme ayant une « expertise » sur l'emploi des jeunes, mais également sur l'ensemble des problématiques liées à la jeunesse.

Lors de la visite d'une représentante du personnel du CIDJ alertant l'Union Départementale (UD 75) de L'UNSA Paris sur un plan de licenciement à venir, je suis intervenue hors cadre syndical, en proposant de travailler avec les salariés venus chercher de l'aide, sur un plan de restructuration de l'entreprise associative en danger de « désincarnation » à plus ou moins long terme si la structure n'évoluait pas.

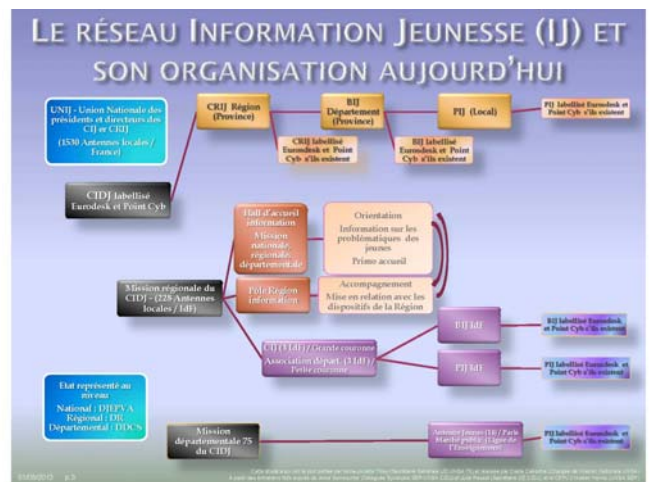
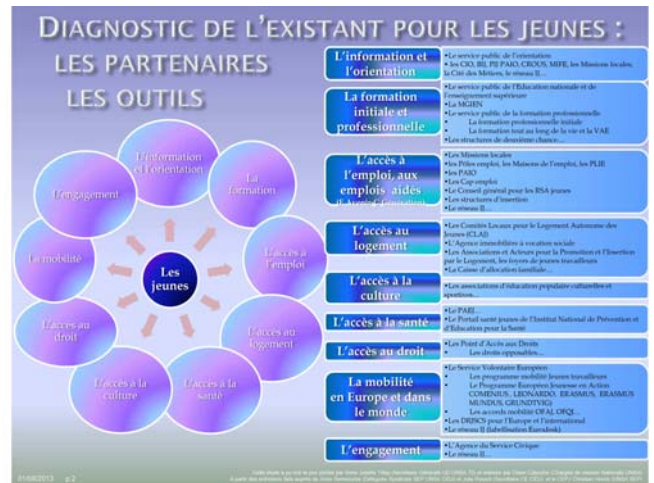
Je dis hors cadre, car si je n'avais pas été sensibilisée à ce sujet, si je n'en avais pas eu la maîtrise, je serais restée dans le cadre du syndicat qui se serait attaché au traitement et à l'accompagnement des licenciements. Et de plus, il se trouve que le CIDJ peut être un des éléments de réponse à mon sujet de thèse. J'ai donc proposé mon aide pour réfléchir à la réalisation d'un outil « diagnostic » pour favoriser la réécriture du projet associatif. J'ai pensé que ce serait intéressant d'expérimenter *in situ* une idée de réponse.

### Je vous présente le déroulé de cette expérience :

J'ai procédé par étape pour recueillir toutes les données, sous la forme d'entretiens avec des représentants du personnel du CIDJ et des représentants territoriaux du Ministère de la Jeunesse, et sous la forme de l'étude des textes produits par la structure.

Le premier temps est celui de l'observation et de l'écoute :

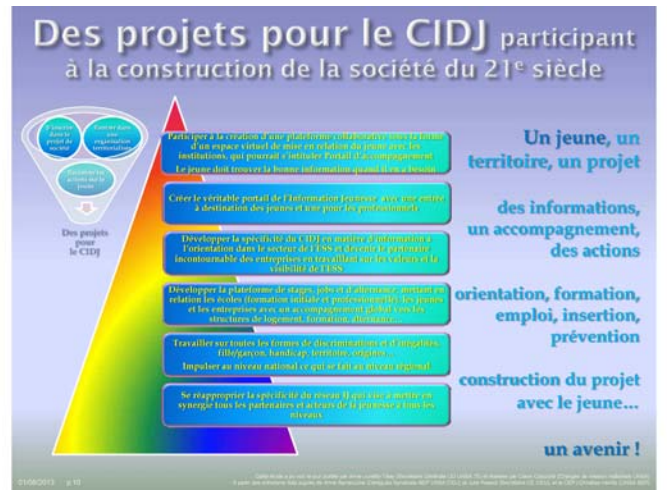
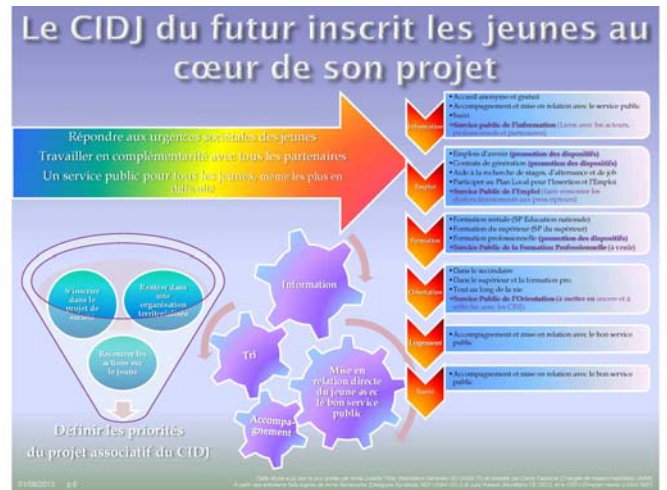
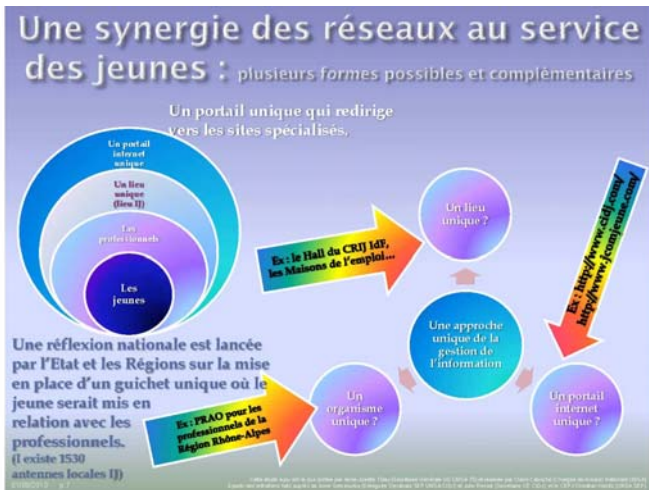
- Une première rencontre a permis aux salariés de préciser la situation, quelques pistes de réflexion ont été lancées, je leur ai demandé de travailler sur ces pistes : l'histoire du CIDJ, ses prérogatives, son inscription dans le projet politique de la jeunesse, son ancrage sur le territoire, ses points forts, ses points faibles, etc.



- Une deuxième rencontre a permis de travailler sur les bases d'une présentation de la situation, des objectifs à atteindre et des perspectives envisagées pour répondre aux questions posées.

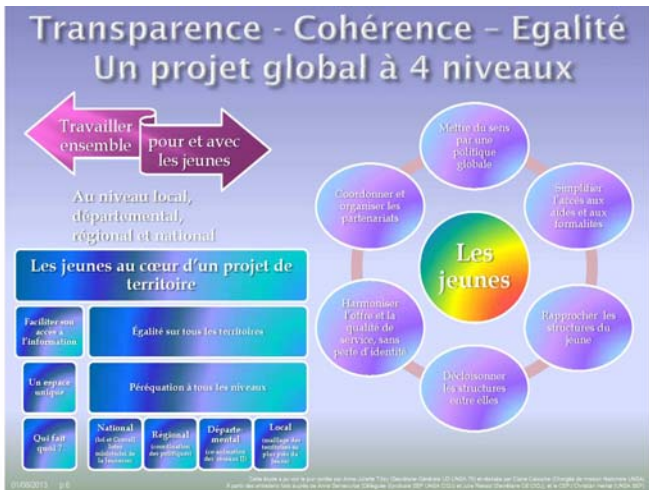


- Une troisième rencontre a été nécessaire pour négocier avec le personnel un certain nombre de propositions qui remettaient en cause les pratiques professionnelles et demandaient un redimensionnement de la structure sur plusieurs niveaux, ainsi qu'un changement d'échelle.



- Une quatrième rencontre a été basée sur le diagnostic financier se prévalant de la structuration en trois niveaux d'interventions et de financement.

Cela s'est concrétisé par la création des schémas que vous trouverez sur le site : [www.la.jeunesse.invisible.overblog.com](http://www.la.jeunesse.invisible.overblog.com).



Le deuxième temps est professionnel puisqu'à l'issue de ces entretiens, j'avais proposé, sur la base de mon expertise, que soient présentées devant les instances représentatives de l'entreprise les solutions à leurs deux problèmes, à savoir : favoriser l'accès au service public de l'information à l'ensemble des jeunes, et préserver l'entreprise en difficulté. Cela n'a pu se faire devant la complexité de la situation.

- Une cinquième rencontre a permis de travailler sur les projets à venir en fonction des politiques nouvelles concernant la jeunesse issues du Conseil Interministériel de la Jeunesse (CIJ).

Le troisième temps est politique avec la communication du projet, par l'UD 75 de l'UNSA, au Vice-président de la Région Ile de France en charge du SPRO et de la formation professionnelle, au Maire adjoint à l'emploi de Paris, aux grands partenaires (Missions locales, DIRECCTE...) et au final aux différents ministres concernés dont la Ministre de la jeunesse et des sports, la Ministre de la réussite éducative, le Ministre de l'emploi et celui de l'Economie Sociale et Solidaire.

La condition de ma mobilisation pour lancer cette recherche que l'on pourrait qualifier de recherche

« action » était : aucun licenciement ! Le document final a été validé « à la virgule près » par le personnel, fragilisé, qui a du remettre en question le « contenu même du travail ». Mais cela a permis aux salariés de préserver leur emploi et d'obtenir la nomination d'un nouveau directeur, suivi par celle d'une nouvelle présidente, et enfin de la mise en chantier d'un projet associatif qui se veut partagé, en bonne voie de finalisation. La création de cet outil a été ma contribution citoyenne et scientifique pour accompagner autrement le personnel impacté par la restructuration du CIDJ.

Ce travail en marge de ma recherche, alimente celle-ci, s'inscrit dans ma communication de manière naturelle et peut permettre, à terme, de sauver une structure associative à déclinaison nationale, régionale, départementale et locale.

## **7. En conclusion, « Scientifi-Cité » interaction entre science et société**

Ce mot, inventé pour les Doctoriales Genève 2013, n'est pas un vain mot, il symbolise le progrès, il représente également l'objet qui offre aux élus la matière pour construire leurs projets politiques.

En conclusion, nous pourrions affirmer que la science et la cité sont deux terrains intimement liés. Bon nombre de fondations possèdent des centres de recherche qui sont d'ailleurs reliées à la société par les partis politiques, les syndicats, les entreprises prestigieuses, etc. Ceux-ci effectuent des commandes aux chercheurs, dont les thèmes sont choisis en fonction des intérêts de la structure, comme par exemple la fondation Jean-Jaurès attachée au Parti Socialiste qui m'a offert la possibilité de contribuer aux notes des chercheurs publiées en ligne sur des éléments de ma thèse ; ou le Centre de recherche Henri Aigueperse de l'UNSA Education qui finance en partie ma thèse, avec la particularité que, devant l'utilité sociale du sujet de ma recherche, il a été intégré dans la programmation 2010.

La science est souvent interpellée pour répondre à un problème. La société fait appel à la science pour pouvoir prendre des décisions en toute conscience et en toute connaissance, pour limiter les risques. Voici deux exemple de contributeurs à l'animation des champs sociaux et économiques : l'Abbé Pierre disait « La responsabilité de chacun implique deux actes : vouloir savoir et oser dire » – avant d'agir – (8 mars 2006) dans son ouvrage « Servir » et, HEC, l'école des hautes études commerciales a pris pour devise « apprendre à oser » – ou oser apprendre à prendre des risques et à les mesurer.

Quand j'ai commencé ma recherche sur la jeunesse « invisible », en 2011, ce sujet n'était pas d'actualité et pourtant il était un sujet qui me préoccupait depuis de nombreuses années, et puis il l'est devenu au fil des mois. Mon interaction avec la vie de la « cité », en filigrane de ma recherche, a permis, à chaque fois que j'en ai eu l'occasion, de faire avancer la prise de conscience politique et de démontrer qu'il y avait urgence à agir.

Au début, j'étais le « vilain petit canard », celle qui n'était pas dans la « norme » et qui ennuyait les acteurs politiques par mes sujets de débats, et puis au fil des mois, cette réalité est devenue un vrai sujet politique, et un véritable enjeu de société. Restons raisonnable et humble, il n'est pas question ici de départager la valeur de l'action des uns et des autres mais plutôt d'alimenter une action collective. Le principal étant que les consciences se réveillent et que les actes politiques se profilent et favorisent l'action sur les territoires, en direction du peuple et particulièrement de sa jeunesse. Il est temps que les jeunes retrouvent toute leur place dans la société et contribuent à construire la société de demain.

Les philosophes ont introduit mes propos, je reprendrais ces quelques mots pour conclure. Selon Marx, le penseur de la République doit être à la fois un homme politique, philosophe et scientifique (sociologue). Jaurès était porteur des trois caractéristiques du penseur idéal, et, au-delà, visionnaire et parfait « façonneur » de la République. Il a été assassiné il y a 100 ans parce qu'il aspirait à la paix. Il reste de beaux jours à la science pour accompagner la société dans sa quête de progrès pour le bonheur de tou(te)s les hommes et les femmes la composant.

## **Bibliographie**

- Beaud, S., Confavreux, J. et Lindgaard, J. (dir.) (2006). *La France invisible*. Paris, France : La Découverte.
- Ben Ayed, C. (2010). *L'école démocratique - vers un renoncement politique ?* Paris, France : Armand Colin.
- Bernot-Caboche, C. (2012, mars). *Le décrochage scolaire, une réalité mais pas une fatalité*. Communication présentée à la Commission jeunesse de l'Association des Régions de France, Paris, France. Récupéré le 20 janvier 2014 du site personnel de C. Bernot-Caboche : <http://la.jeunesse.invisible.overblog.com/le-d%C3%A9crochage-scolaire-une-r%C3%A9alit%C3%A9-mais-pas-une-fatalit%C3%A9>



Chupin, J. (2013). *Echec scolaire : la grande peur. Décrochage : prévenir, aider, accompagner*. Paris, France : Autrement.

Meirieu, P. et Frackowiak, P. (2009). *L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société ?* Paris, France : Ed. de l'Aube.

Galland, O. (2009). *Les jeunes français ont-ils raison d'avoir peur ?* Paris, France : Armand Colin.

Salecl, R. (2012). *La tyrannie du choix*. Paris, France : Albin Michel.